

que ces pays comprendront vite, comme les Occidentaux l'on fait avant eux, que la prolifération des missiles n'est pas dans leur intérêt national. Ensuite, il faut mieux gérer le contrôle des exportations. M. Karp estime que la responsabilité dans ce domaine devrait passer des ministères du Commerce, sujets aux conflits d'intérêts, aux ministères de la Défense, plus conscients des questions de sécurité. Puis, M. Karp a réclamé des contrôles plus serrés à l'égard des missiles à moyenne et à longue portée, quitte à délaisser les missiles à courte portée, dont la prolifération ne peut plus être empêchée.

M. Karp s'est dit sceptique quant aux possibilités offertes par l'approche régionale, qui ne donnera rien tant que les problèmes politiques sous-jacents aux affrontements régionaux ne seront pas réglés. Il a mis en doute aussi la possibilité que soit un jour conclu un traité mondial d'interdiction des missiles. En effet, il croit qu'une négociation de ce type serait compliquée par le fait que l'on ne s'entend pas pour accepter la présente distribution des capacités balistiques dans le système international; en outre la propension à la coopération entre antagonistes est trop faible, et la disparité des forces balistiques est trop marquée pour permettre un accord qui s'apparenterait aux grands traités américano-soviétiques.

En conclusion, M. Karp a rappelé que les missiles sont encore un symbole de prestige que l'on doit tenter de délégitimer. Il a félicité le Canada pour avoir proposé un sommet mondial sur les instruments de guerre et les armes de destruction massive. Il a demandé d'interdire les essais de missiles balistiques, et il a dit espérer que les superpuissances condamneront un jour les missiles balistiques basés au sol. Il a finalement rappelé que très peu de pays du tiers-monde mènent des programmes menaçants de mise au point de missiles. Nos efforts de non-prolifération peuvent donc donner de bons résultats, car ils porteront surtout sur ces cas.

M<sup>me</sup> **Kathleen C. Bailey**, du *National Institute for Public Policy*, a, au contraire de M. Karp, soutenu la position que les mesures de restriction de l'offre ne résoudre pas le problème de la prolifération des missiles. À l'inverse de ce qui prévaut dans le domaine nucléaire, les produits nécessaires pour construire des missiles sont bivalents, et